

## PRESSE QUOTIDIENNE

# C'est maintenant que tout commence

*Mais qu'arrive-t-il à la presse quotidienne ? Les prophètes libéraux lui donnent quelques années à vivre, les patrons des gratuits la donnent pour morte, le prince des magazines, Lagardère, fait semblant de la dédaigner... Il y aurait comme une campagne de démoralisation qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Les salariés, jugés trop vieux ou « inemployables », n'auraient d'autre choix que de partir, de façon que les salariés restants soient beaucoup moins nombreux et qu'ils deviennent des polyvalents sous-payés.*

### Ne pas céder à leur panique organisée

Le MEDEF, par son « Institut Montaigne », ouvre le feu sur les quotidiens payants en déclarant sauver par le marché la presse qu'il juge moribonde. Ce qui tuerait cette presse, ce serait sa volonté de faire dans la qualité et de respecter les conventions collectives. Trop cher ! Alors, la recette ? Dehors les aides à la presse, que tous les salariés rendent leurs conventions collectives – des journalistes aux imprimeurs et aux distributeurs –, et que cette presse de qualité colle au bas de gamme commercial que le lectorat attendrait. Le programme du MEDEF pour la presse, c'est : laissez nous faire nos affaires.

Et des affaires, en ce moment dans la presse, il n'y a que ça !

Oui, la presse quotidienne bouillonne de vie, mais de la vie des capitaux. Un vaste chantier d'investissements s'est monté en toute hâte, où des poids lourds de la finance et de l'industrie se précipitent pour rafler la mise et construire des empires multimédia :

Le Crédit Mutuel crée en quelques mois le plus grand groupe français de presse quotidienne, EBRA, de Strasbourg à Grenoble. Il se renforce dans la direction de l'autre grand groupe, Ouest France, et surgit au capital du Monde. Par philanthropie ?

Ouest France partage par moitié la direction de 20 Minutes. Le premier quotidien payant français investit dans le gratuit : il n'y a pas d'un côté les gratuits, de l'autre les payants. Derrière les gratuits se trouvent les éditeurs et les investisseurs de la presse payante.

Bolloré, roi des transports logistiques en Afrique, propriétaire d'un bon bout du secteur publicitaire, lance son gratuit, DirectSoir, et s'allie avec le Monde pour faire un nouveau gratuit du matin.

Bouygues-TF1, ayant lancé Metro, en veut un autre, un supplément sportif.

Lagardère noue une alliance avec Le Monde pour diriger ses quotidiens régionaux du Sud, afin de mieux étendre son empire, composé déjà de toute l'édition, tous les magazines (ou presque), toute la distribution des journaux et des livres.

En quelques mois, le paysage de la presse est bouleversé.

Il ne s'agit pas de son bulletin de décès, mais des actes de sa vente.

La presse est immergée dans le marché globalisé. Elle risque d'y noyer son identité pluraliste. Elle ne pourrait survivre à cette pluie de capitaux, selon les libéraux, qu'à l'état de simple marchandise. Là se situe le danger réel.

Elle est rachetée, capitalisée, regroupée, concentrée entre quelques mains.

### S'inscrire dans les processus actuels de fabrication

Mais attention : pendant la valse des capitaux, la dématérialisation et la numérisation continuent.

L'ampleur et la généralisation de l'informatique ont modifié en profondeur, et sans retour, tous les métiers, toutes les pratiques professionnelles précédentes.

- Hier encore, les métiers de la presse étaient subdivisés selon les interventions dans l'ordre chronologique de la fabrication du journal, du journaliste rédigeant à la distribution.

En presse quotidienne parisienne, d'ailleurs, à chaque métier correspondait un syndicat ou une section syndicale, dont la vocation corporative était la défense de ses seuls membres. Toute une époque...

- Aujourd'hui, l'informatisation a brisé les barrières entre interventions professionnelles, à la fois parce qu'elles peuvent se faire en même temps, s'agissant de la rédaction et du prépresse, et parce que les

logiciels permettent la concentration de nombre de tâches hier encore bien distinctes, et ce quelle que soit la place dans la réalisation.

La concentration numérique affecte tous les métiers, journalistes, employés, prépresse, imprimeurs-rotativistes, techniciens et cadres, distributeurs, correspondants, et intervient jusque dans le moindre recoin de la fabrication, jusqu'à la distribution.

Dans cette phase de remodelage complet de la chaîne numérisée de réalisation du titre, la vigoureuse campagne de démoralisation intervient massivement.

Les patrons veulent opérer une fracture de générations. Pour que les acquis sombrent dans l'oubli.

Les salariés sont évalués, soupesés, sous-payés, mis en concurrence.

Le salaire ne rétribuerait plus une qualification, mais évoluerait selon les seuls comptes de l'entreprise, tout au plus agrémenté de primes individuelles et de revenus non salariaux tirés, éventuellement, de la participation et de l'intéressement. Ce qui prive d'autant de cotisations les régimes généraux de sécurité sociale.

La polyvalence devrait forcément s'installer, notamment chez les correspondants de presse, salariat de loin majoritaire.

Les directions précisent très volontiers ce qui est ancien et à faire sortir des entreprises. Mais elles ne sont pas du tout pressées de mettre en place les nouvelles qualifications, les nouveaux métiers, les nouveaux statuts.

Voilà comment se dessine notre tâche syndicale commune : éviter d'être pris entre le marteau des investissements massifs de capitaux et l'enclume des nouvelles technologies.

## Frères en inertie ou compagnons solidaires ?

Dès lors que le danger principal est identifié, c'est-à-dire se faire expulser en tant que salariés compétents et organisés de la chaîne de réalisation et de fabrication, quel syndicalisme faut-il construire et développer ?

Deux réponses existent.

- L'une consiste à organiser la jonction des syndicats des anciennes corporations, hier ennemies, aujourd'hui sœurs en inertie. Pour ce corporatisme, le seul fait de reconnaître ce qui est nouveau est assimilé ce qu'il appelle confusément du « syndicalisme d'accompagnement ».

Puisque rien ne doit bouger, groupons-nous, disent-ils, pour que le syndicalisme de corporation survive aux corporations elles-mêmes. Quoi, les métiers n'existent plus, ou sont bouleversés ? Qu'importe, la question clé est la survie de la représentation syndicale ancienne, vécue comme un but en soi. Fracturer, scissionner le syndicalisme existant, pourquoi pas, se disent-elles, puisque seules nous sommes légitimes à défendre nos corporations. Cette manière de faire ne met pas leurs auteurs à l'abri des dangers les concernant, notamment celui de leur propre contournement par des indépendants mis en place à leur insu pour les concurrencer. Le syndicalisme des journalistes n'a rien à y gagner.

- L'autre réponse, la nôtre, celle de la FILPAC CGT, consiste à combiner la bataille du maintien et du développement de métiers qualifiés dans les nouveaux process de réalisation et de fabrication, et d'y faire vivre un syndicalisme CGT qui

enregistre par son rassemblement, son regroupement, son unité retrouvée, la fin des barrières corporatives anciennes.

Voilà pourquoi, en particulier, avec l'approbation de la direction de la CGT, la FILPAC a adhéré à la convention collective des journalistes.

Résister à l'offensive libérale, par l'activité syndicale, comme au Monde, dans les centres régionaux d'impression, dans la coordination CGT des entreprises du groupe EBRA, etc.

Perpétuer et promouvoir dans les entreprises de presse la solidarité.

Conquérir de nouvelles bases dans les nouveaux secteurs (sites Internet, gratuits, etc.).

Bâtir un bon statut du travail salarié pour tous, employés, correspondants, pigistes, techniciens et ouvriers, cadres, journalistes de tous ordres.

Rassembler dans une démarche commune ayant pour objectif une sécurité sociale professionnelle dans la Profession, voilà ce que nous voulons.

A la conjuration des inerties nous préférons le syndicalisme de mouvement, de rassemblement lucide, d'unité. Même s'il est plus difficile de tracer de nouveaux chemins que d'emprunter les sentiers battus du corporatisme.

Voilà la CGT que nous voulons construire, développer, renforcer.

Se battre pour que le travail qualifié et la solidarité, ne soient pas balayés par le libéralisme qui prétend s'emparer de la presse, voilà le but du syndicalisme.

Il dépend de vous que ce projet devienne réalité.

**Filpac CGT,  
Montreuil  
le 10 octobre 2006**